

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/15400]

25 MAI 2023. — Décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et d'Hôpitaux universitaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions relatives aux personnes de contact genre

Section 1. — Dispositions autonomes

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le F.R.S-FNRS, ainsi que chaque université, haute école et école supérieure des arts désignent une « Personne Contact Genre » (PCG). Le Gouvernement désigne, en collaboration avec le Conseil Général de l'Enseignement de promotion sociale, une PCG pour l'ensemble des établissements de l'enseignement de promotion sociale tels que visés à l'article 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

La notion d'« institution » est utilisée ci-après par référence à celles énumérées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les missions de ces PCG peuvent être exercées par :

1° un membre du personnel enseignant engagé ou désigné à titre temporaire, déchargé en tout ou partie de sa fonction enseignante ;

2° un membre du personnel enseignant engagé ou nommé à titre définitif, déchargé en tout ou partie de sa fonction enseignante ;

3° un membre du personnel administratif engagé ou désigné à titre temporaire ;

4° un membre du personnel administratif engagé ou nommé à titre définitif ;

5° un membre du personnel dont l'engagement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 3. Les PCG sont choisies pour leurs compétences et leur motivation en matière d'égalité de genre et leur capacité à interagir avec l'ensemble des acteurs et actrices de l'égalité de genre au sein et en-dehors de leur institution. Leur fonction, grade et statut hiérarchique sont déterminés par les institutions.

§ 4. Au sein du F.R.S-FNRS, des universités, hautes écoles et écoles supérieures des arts, chaque PCG exerce sa mission sous la responsabilité des autorités de l'établissement concerné.

La PCG désignée pour l'enseignement de promotion sociale exerce sa mission sous la responsabilité du fonctionnaire général en charge de l'enseignement de promotion sociale.

§ 5. Le F.R.S-FNRS, ainsi que chaque université, haute école et école supérieure des arts mettent en place une PCG en leur sein, l'informent et l'associent à l'ensemble des actions menées dans le cadre de leur politique d'égalité de genre et l'appuient dans l'accomplissement de ses missions.

La mission visée à l'alinéa 1^{er} est dévolue à l'administration en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale.

Art. 2. Les PCG contribuent à l'implantation et au développement de la politique de genre au sein de leur établissement ou, pour la PCG désignée pour l'enseignement de promotion sociale, au sein de l'ensemble des établissements secondaire et supérieur de promotion sociale de manière transversale et concertée avec le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale.

Elles ont pour mission d'assister les établissements dans l'intégration d'une politique de genre. Les missions devant au minimum être assurées sont définies ci-après :

1° Missions d'information :

a) Assurer une meilleure visibilité et une meilleure diffusion de l'information liée à l'intégration de la dimension de genre au sein de l'institution et auprès de la Communauté étudiante ;

b) Participer à la rédaction d'un état des lieux et d'un diagnostic sur l'intégration de la dimension de genre au sein de son institution ;

c) Participer à la réalisation d'un état des lieux transversal de l'état de l'égalité de genre au niveau de l'enseignement supérieur et de promotion sociale ;

2° Missions de sensibilisation :

a) Contribuer à l'intégration et au développement d'une politique de genre au sein de son institution ;

b) Promouvoir l'égalité de genre auprès des instances internes en cohérence avec les services en charge de la qualité de vie, de la santé et de la sécurité au travail et, le cas échéant, les services ou acteurs et actrices en charge de l'égalité de genre et de la diversité au sein de l'institution – services des ressources humaines ;

c) Encourager l'adoption et la mise en œuvre d'une feuille de route ou d'un plan d'actions par institution concernant les politiques de genre à mener ;

3° Mise en réseau : les PCG travaillent en partenariat et en articulation avec, le cas échéant, les personnes responsables des politiques genre au sein des institutions ainsi qu'avec les personnes ayant des missions liées aux questions de genre. À cette fin, les PCG réalisent les tâches suivantes :

a) Identifier les personnes relais pour les questions de genre dans les institutions en renseignant leurs départements, sections, filières, programmes, instituts et toutes autres informations jugées utiles ;

b) Assurer la mise en réseau des personnes dont les missions doivent intégrer les questions de genre, à savoir les conseillère, conseiller, direction, coordination, représentation étudiante, services sociaux et toutes autres personnes jugées utiles ;

c) Assurer une mise en réseau avec le secteur associatif traitant des questions de genre.

Art. 3. § 1^{er}. Les PCG des différentes institutions travaillent en réseau. Elles partagent les informations dont elles disposent, échangent leurs bonnes pratiques et celles dont elles ont connaissance et développent des projets communs en mutualisant leurs ressources. Le réseau des PCG constitue la « Conférence des Personnes Contact Genre ».

§ 2. La « Conférence des Personnes Contact Genre » se réunit au moins une fois par an.

L'ARES accueille la Conférence des PCG en son sein.

L'administrateur de l'ARES ou son représentant en assure le secrétariat et la publicité.

§ 3. La présidence de la Conférence des PCG, assurée de manière tournante par les membres qui la composent, est renouvelée tous les deux ans. Les PCG désignent leur présidence au consensus ou à défaut, selon les modalités déterminées dans leur règlement d'ordre intérieur.

La Conférence des PCG adopte son règlement d'ordre intérieur à la majorité des membres présents dans les trois mois de son installation.

La Conférence des PCG informe les ministres compétents de son règlement d'ordre intérieur, ainsi que de toute modification ultérieure qu'il entend y apporter.

§ 4. Les PCG contribuent aux travaux ainsi qu'aux échanges de pratiques et d'expériences dans le cadre du programme de travail du Comité Femmes et Sciences et de la Commission Genre en Enseignement Supérieur (CoGES), visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, 13^o, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. À cette fin, la Conférence des PCG est représentée au sein du Comité Femmes et Sciences, conformément à l'article 6, § 1^{er}, 6^o, du décret du 10 mars 2016 instituant le Comité Femmes et Sciences.

Art. 4. À partir de l'année budgétaire 2023, un montant est annuellement octroyé à chaque établissement d'enseignement supérieur et des périodes sont annuellement attribuées à l'enseignement de promotion sociale afin de soutenir le financement des PCG.

Pour les universités et le F.R.S.-FNRS, le montant visé à l'alinéa 1^{er} est de 25.000 euros en 2023, de 20.000 euros en 2024, de 15.000 euros en 2025 et de 10.000 euros en 2026. À partir de 2027, le montant est égal au montant par ETP calculé en vertu des dispositions visées à l'article 14, alinéas 3 et 4, du décret-programme du 19 juillet 2017 portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche, à la culture, aux fonds budgétaires, aux bâtiments scolaires, à la jeunesse, divisé par 10.

Pour les hautes écoles et les écoles supérieures des arts, le montant visé à l'alinéa 1^{er} est égal au montant par équivalent temps plein (ETP) calculé en vertu des dispositions visées à l'article 14, alinéas 3 et 4, du décret-programme du 19 juillet 2017, divisé par 10.

Pour l'enseignement de promotion sociale, une enveloppe annuelle de 800 périodes C est dévolue à la désignation ou l'engagement d'une PCG au sein de l'administration en charge de l'enseignement de promotion sociale.

Le montant est alloué sous forme d'un financement versé à l'établissement d'enseignement supérieur lorsque celui-ci paye lui-même la PCG. Il est réparti sur l'article de base (AB) du budget général des dépenses de la Communauté française supportant le coût du membre du personnel concerné lorsque la fonction de PCG est exercée par un membre du personnel de l'établissement dont le traitement et les charges y liées sont payés directement au membre du personnel par le ministère de la Communauté française.

Art. 5. À partir de l'année budgétaire 2023, un financement de 50.000 euros est alloué à la Conférence des PCG pour lui permettre d'assurer son fonctionnement et de mener des projets communs. À partir de l'année budgétaire 2024, ce montant est indexé sur la base de la formule suivante : montant définitif de l'année budgétaire précédente x indice des prix à la consommation de janvier de l'année budgétaire concernée / indice des prix à la consommation de janvier de l'année budgétaire précédente.

Les dépenses admissibles sont les frais de personnel, les frais de formation, les frais généraux d'organisation et de fonctionnement et les frais d'équipement de la Conférence des PCG ainsi que les frais relatifs à la mise en œuvre de projets communs.

Le montant obtenu en application de l'alinéa 1^{er} est versé à concurrence de 80% au plus tard le 15 février de l'année budgétaire concernée. Le solde de 20% est versé après production de l'ensemble des pièces justificatives pour les dépenses encourues pour l'année budgétaire concernée. Les montants non justifiés avant la fin de l'année budgétaire concernée sont remboursés par le bénéficiaire à la Communauté française.

Le montant obtenu en application de l'alinéa 1^{er} est versé à l'ARES, qui assure, pour le compte de la Conférence des PCG, la gestion administrative et comptable liée au présent financement.

Art. 6. À partir de l'année 2025, la CoGES procède annuellement à une évaluation qualitative et participative de la mise en œuvre de la Conférence des PCG et informe le conseil d'administration de l'ARES et les ministres ayant l'Enseignement supérieur et l'Enseignement de Promotion sociale dans leurs attributions des actions qui ont été menées.

Section 2. — Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2016 instituant le Comité Femmes et Sciences

Art. 7. À l'article 1^{er} du décret du 10 mars 2016 instituant le Comité Femmes et Sciences, tel que modifié par le décret du 11 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« « 7^o Personne Contact Genre » : la personne, visée à l'article 1^{er} du décret du 25 mai 2023 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale et d'hôpitaux universitaires et désignée par une université, le F.R.S.-FNRS, une haute école ou une école supérieure des arts pour intégrer une politique de genre en son sein et, pour l'ensemble des établissements de promotion sociale, la personne désignée par l'administration en charge de l'enseignement supérieur ; » ;

2^o un 7^o/1 rédigé comme suit est inséré :

« « Conférence des Personnes Contact Genre » : le réseau constitué par l'ensemble des Personnes Contact Genre visées au 7^o ; ».

Art. 8. À l'article 6, § 1^{er}, du même décret, tel que complété par le décret du 11 juillet 2018, le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o la Conférence des Personnes Contact Genre propose un membre. ».

Art. 9. L'article 9/2 du même décret est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 1990 sur les contrôles des institutions universitaires*

Art. 10. L'article 4bis du décret du 12 juillet 1990 sur les contrôles des institutions universitaires, tel qu'inséré par le décret du 12 juin 2003 et modifié par le décret du 21 septembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Article 4bis. - Les commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des universités sont, en outre, plus particulièrement chargés de :

1° contrôler le nombre d'étudiants régulièrement inscrits qui sont pris en compte pour le financement visé par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires ;

2° connaître des recours introduits par les étudiants sur la base des articles 95 et 102 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

3° contrôler le respect de la procédure et la réalité de la fraude conformément aux articles 95/2 et 95/3 du décret du 7 novembre 2013 ;

4° remettre un avis aux universités quant au financement des étudiants conformément à l'article 96, § 2, du décret du 7 novembre 2013 ;

5° veiller au respect des dispositions du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur conformément à l'article 10 de ce même décret ;

6° contrôler la mise en œuvre de la participation des étudiants dans les universités et notamment :

a) la conformité du règlement et de la procédure électorale aux dispositions du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ;

b) la validité du déroulement du processus électoral ;

c) le respect des quorums de participation aux élections ;

7° contrôler l'utilisation des moyens financiers octroyés au conseil des étudiants conformément à l'article 22 du décret du 21 septembre 2012.

Dans le cadre de l'exercice de leur ensemble de leurs missions, les commissaires ou délégués du Gouvernement sont assistés par des collaborateurs. Le Gouvernement arrête le cadre, les statuts, les rémunérations et les indemnités de ce personnel mis à disposition. Le personnel est recruté, nommé, promu ou désigné, conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement. ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 11. Dans l'article 5, alinéa 2, du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié par les décrets 30 avril 2009, du 25 juin 2015 et du 9 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, les mots « des Directeurs des Écoles supérieures des Arts ; » sont remplacés par les mots « de la chambre des écoles supérieures des arts de l'ARES ; » ;

2° au 7°, les mots « le Conseil interuniversitaire de la Communauté française ; » sont remplacés par les mots « la chambre des universités de l'ARES ; » ;

3° au 8°, les mots « le Conseil général des Hautes Écoles ; » sont remplacés par les mots « la chambre des hautes écoles et de l'enseignement de promotion sociale de l'ARES ; ».

Art. 12. L'article 9bis du même décret, tel qu'inséré par le décret du 20 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Article 9bis.- § 1^{er}. Dans la limite des moyens budgétaires alloués en application de l'article 22, en complémentarité du volet programmatique de l'évaluation décrit dans le présent chapitre et dans le but de soutenir les établissements d'enseignement supérieur dans le développement de leurs systèmes qualité, le Gouvernement confie à l'Agence :

1° la conception et la réalisation d'un projet pilote d'évaluation externe du volet institutionnel ;

2° la transmission au Gouvernement d'un rapport d'évaluation du projet pilote visé au 1°, au plus tard six mois après le terme de celui-ci.

Le projet pilote tel que visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, se déroule au cours des années académiques 2019-2020 à 2022-2023 et a pour objet de définir la méthodologie et la programmation des évaluations, tant pour le volet programmatique qu'institutionnel, selon une nouvelle périodicité de 6 ans.

Le premier cycle des évaluations du volet institutionnel débute en 2023-2024. Jusqu'à l'année académique 2025-2026 comprise, la méthodologie et le référentiel applicables sont ceux arrêtés pour la phase pilote.

Toutefois, l'établissement évalué peut préférer une nouvelle méthodologie et un nouveau référentiel qui seraient arrêtés par le Gouvernement, sur proposition de l'Agence, avant l'année académique 2025-2026. La nouvelle méthodologie et le nouveau référentiel sont conformes aux standards européens. Ils respectent les ESG.

§ 2. L'établissement peut solliciter auprès de l'Agence une dispense d'évaluation de ses programmes par cette dernière à condition de faire la démonstration de l'efficacité de son système qualité conformément :

1° aux procédures arrêtées pour la phase pilote jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau décret faisant suite au rapport d'évaluation visé au § 1^{er} ;

2° à la méthodologie et au référentiel arrêtés pour la phase pilote, jusqu'à l'année académique 2025-2026 comprise.

Toutefois, l'établissement évalué peut préférer une nouvelle méthodologie et un nouveau référentiel qui seraient arrêtés par le Gouvernement, sur proposition de l'Agence, avant cette échéance. La nouvelle méthodologie et le nouveau référentiel sont conformes aux standards européens. Ils respectent les ESG.

La dispense telle que visée à l'alinéa 1^{er} est de 6 ans minimum.

L'établissement ayant obtenu la dispense visée à l'alinéa 1^{er} garde la possibilité de demander une inscription des cursus qu'il identifie dans la planification des évaluations externes de l'Agence.

§ 3. Toute question relative aux évaluations du volet institutionnel qui ne serait pas spécifiquement régie par le présent décret ou des principes ou règles adoptés par les organes compétents de l'AEQES est résolue en suivant les règles et procédures applicables durant la phase pilote. ».

Art. 13. À l'article 10 du même décret, tel que modifié par le décret du 25 juin 2015 et complété par le décret du 20 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er} :

a) le mot « décennal » est remplacé par le mot « sexennal » ;

b) les mots « 10 ans » sont remplacés par les mots « 6 ans » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le plan sexennal des évaluations qui couvrira la période 2023-2029 est établi par l'Agence relativement aux cursus qui le concernent. » ;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'évaluation complète des cursus est suivie d'évaluations continues. Cette évaluation continue vise à dresser un bilan analytique des actions d'amélioration entreprises après une évaluation complète et à consolider le développement d'outils de pilotage pour une amélioration continue des cursus concernés. » ;

4° dans l'alinéa 4, le mot « décennal » est remplacé par les mots « sexennal des évaluations » ;

5° dans l'alinéa 5, le mot « décennal » est remplacé par le mot « sexennal » ;

6° dans l'alinéa 6, le mot « décennal » est remplacé par le mot « sexennal » ;

7° dans l'alinéa 8 :

a) les mots « pour l'année n+10 » sont remplacés par les mots « pour l'année n+6 » ;

b) les mots « à l'année n+9 » sont remplacés par les mots « à l'année n+5 ».

Art. 14. À l'article 11 du même décret, tel que remplacé par le décret du 25 juin 2015 et complété par le décret du 20 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « complète » est inséré entre les mots « L'évaluation » et les mots « se base » ;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 12, alinéa 2, 3°, du même décret, tel que modifié par le décret du 25 juin 2015, les mots « évaluation interne » sont remplacés par les mots « autoévaluation ».

Art. 16. Dans l'article 13, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au 1°, les mots « rapport d'évaluation interne » sont remplacés par les mots « dossier d'autoévaluation ou dossier d'avancement » ;

2° au 4° :

a) les mots « d'un calendrier et d'un plan de suivi des recommandations contenues dans le rapport final de synthèse » sont remplacés par les mots « d'un plan d'action prenant en considération les recommandations contenues dans le rapport d'évaluation externe » ;

b) le mot « leur » est remplacé par le mot « sa ».

Art. 17. Dans l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « L'évaluation interne » sont remplacés par les mots « L'autoévaluation » ;

2° au 3°, le mot « auto-évaluation » est remplacé par le mot « autoévaluation ».

Art. 18. Dans l'article 15 du même décret, tel que modifié par le décret du 25 juin 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « évaluation interne » sont remplacés par les mots « autoévaluation » ;

2° dans l'alinéa 4, les mots « rapport d'évaluation interne » sont remplacés par les mots « dossier d'autoévaluation ou dossier d'avancement » ;

3° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « Le dossier d'autoévaluation ou d'avancement mentionne dans son introduction la composition de la commission d'autoévaluation, la procédure d'autoévaluation, ainsi que l'identité des rédacteurs du dossier ».

Art. 19. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « rapport d'autoévaluation » sont remplacés par les mots « dossier d'autoévaluation ou du dossier d'avancement » ;

2° au 3°, les mots « rapport préliminaire » sont remplacés par les mots « rapport préliminaire d'évaluation externe » ;

3° au 4°, les mots « rapport final de synthèse » sont remplacés par les mots « rapport d'évaluation externe ».

Art. 20. Dans l'article 18 du même décret, tel que modifié par le décret du 25 juin 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « décennal » est remplacé par le mot « sexennal » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 5°, d), les mots « rapport final de synthèse » sont remplacés par les mots « rapport d'évaluation externe » ;

3° dans l'alinéa 2, les mots « rapport final de synthèse » sont remplacés par les mots « rapport d'évaluation externe ».

Art. 21. L'article 19 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 19. - Dans les six mois qui suivent la publication sur le site Internet de l'Agence des rapports d'évaluation externe par établissement pour un cursus donné, chaque établissement visé transmet à l'Agence un plan d'action prenant en considération les recommandations contenues dans le rapport d'évaluation externe. Le Gouvernement détermine les modalités de publication de ce plan d'action et de son état d'avancement. ».

Art. 22. Dans l'article 20 du même décret, les mots « rapports finaux de synthèse » sont remplacés par les mots « rapports d'évaluation externe ».

Art. 23. Les articles 24 à 26 du même décret sont abrogés.

CHAPITRE 4. — *Dispositions relatives aux hôpitaux universitaires*

Art. 24. L'article 14 du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut déterminer des obligations et sanctions supplémentaires, notamment en ce qui concerne la modification de destination des biens mobiliers ou immobiliers, en ce compris toute aliénation, toute constitution d'un droit réel ou d'un droit de jouissance ou tout nantissement. ».

Art. 25. À l'article 8, § 1^{er}, du décret du 25 avril 2019 relatif aux organismes assureurs de la Communauté française, les mots « après avoir recueilli l'avis du Conseil communautaire des établissements de soins » sont abrogés.

CHAPITRE 5. — *Dispositions relatives à la plateforme E-paysage*

Section 1. — Disposition modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Art. 26. À l'article 97, § 3, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié par le décret du 17 novembre 2022, les mots « sur la plateforme E-paysage » sont abrogés.

Section 2. — Dispositions modifiant le décret du 17 novembre 2022 instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données « E-paysage » et modifiant divers décrets applicables à l'enseignement supérieur

Art. 27. L'article 23 du décret du 17 novembre 2022 instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données « E-paysage » et modifiant divers décrets applicables à l'enseignement supérieur est remplacé par ce qui suit :

« Article 23. – À titre transitoire, durant les années académiques 2022-2023 et 2023-2024, l'article 5 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur est remplacé par ce qui suit :

« Article 5. – § 1^{er}. Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 par voie électronique selon les modalités fixées par chacune des universités et ce, à partir du quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au quatrième jeudi du mois d'août. Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve. À peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités académiques et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les universités peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, pour les étudiants non-résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4^o et 5^o, au plus tard le quatrième jeudi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES, qui en communique le résultat à chaque université. Ce tirage au sort est réalisé au moyen d'une technique qui assure le caractère équitable de la sélection, l'absence de biais dans la méthode de sélection utilisée et le caractère public de l'algorithme de sélection utilisé. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire, entre le quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée et le quatrième jeudi du mois d'août inclus, qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7, à l'exception des cursus visés à l'article 3, 4^o et 5^o. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 du présent article ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables. » ».

Art. 28. L'article 24 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 24. – À titre transitoire, durant les années académiques 2022-2023 et 2023-2024, l'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 9. – § 1^{er}. Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 par voie électronique selon les modalités fixées par chacune des hautes écoles et ce, à partir du quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au quatrième jeudi du mois d'août. Les hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve. À peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par les autorités des hautes écoles concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, pour les étudiants non-résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard le quatrième jeudi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 8, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES, qui en communique le résultat à chaque haute école. Ce tirage au sort est réalisé au moyen d'une technique qui assure le caractère équitable de la sélection, l'absence de biais dans la méthode de sélection utilisée et le caractère public de l'algorithme de sélection utilisé. Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et inaccessibles.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire, entre le quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée et le quatrième jeudi du mois d'août inclus, qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7, à l'exception des cursus visés à l'article 3, 4^o et 5^o. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 du présent article ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables. » ».

Art. 29. L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 27. – Le présent décret entre en vigueur le dixième jour suivant sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 5 et 6 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2024-2025 et de l'article 14 qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024.

CHAPITRE 6. — *Entrée en vigueur*

Art. 30. Les chapitres 1^{er} et 3 entrent en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024, à l'exception de l'article 12 qui produit ses effets à partir de l'année académique 2022-2023.

L'article 24 produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Le chapitre 5 produit ses effets le 30 janvier 2023, à l'exception de l'article 26 qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 535-1. — Amendement(s) en commission, n° 535-2. — Rapport de commission, n° 535-3. — Texte adopté en commission, n° 535-4. — Texte adopté en séance plénière, n° 535-5
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 24 mai 2023.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/15400]

25 MEI 2023. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake het hoger onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en de universitaire ziekenhuizen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen betreffende contactpersonen gender*

Afdeling 1. — Autonome bepalingen

Artikel 1. § 1. Het F.R.S-FNRS, alsook elke universiteit, hogeschool en hogere kunstschool wijzen een "Contactpersoon Gender" (CPG) aan. De Regering stelt, in samenwerking met de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, een CPG aan voor alle instellingen voor onderwijs voor sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

De notie van "instelling" wordt hierna gebruikt onder verwijzing naar deze opgesomd in het eerste lid.

§ 2. De opdrachten van deze CPG's kunnen worden uitgevoerd door :

1° een onderwijzend personeelslid dat in tijdelijk verband aangeworven of aangesteld is en dat geheel of gedeeltelijk van zijn onderwijsfunctie is ontheven ;

2° een onderwijzend personeelslid dat in vast verband aangeworven of aangesteld is en dat geheel of gedeeltelijk van zijn onderwijsfunctie is ontheven;

3° een lid van het administratief personeel dat in tijdelijk verband aangeworven of aangesteld is;

4° een lid van het administratief personeel dat in vast verband aangeworven of aangesteld is;

5° het personeelslid van wie de tewerkstelling wordt geregeld door de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 3. De CPG's worden geselecteerd op basis van hun bekwaamheid en motivatie op het gebied van gendergelijkheid en hun vermogen tot interactie met alle actoren op het gebied van gendergelijkheid binnen en buiten hun instelling. Hun functie, graad en hiërarchische status worden door de instellingen bepaald.

§ 4. Binnen het F.R.S.-FNRS, de universiteiten, de hogescholen en de hogere kunstscholen oefent elke CPG zijn opdracht uit onder de verantwoordelijkheid van de autoriteiten van de betrokken instelling.

De CPG die aangesteld wordt voor het onderwijs voor sociale promotie voert zijn/haar opdracht uit onder de verantwoordelijkheid van de ambtenaar-generaal belast met het onderwijs voor sociale promotie.

§ 5. Het F.R.S.-FNRS, alsook elke universiteit, hogeschool en hogere kunstschool stellen binnen hun instelling een CPG aan, informeren en betrekken deze bij alle acties in het kader van hun gendergelijkheidsbeleid en ondersteunen deze bij de uitvoering van haar/zijn taken.

De opdracht bedoeld in het eerste lid wordt toevertrouwd aan de administratie wat betreft het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. De CPG's dragen op transversale wijze en in overleg met de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie bij tot de uitvoering en ontwikkeling van het genderbeleid binnen hun instelling of, in het geval van de CPG aangewezen voor het onderwijs voor sociale promotie, binnen alle instellingen voor secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie.

Hun opdracht bestaat erin instellingen bij te staan bij de integratie van een genderbeleid. De minimaal uit te voeren taken worden hieronder omschreven:

1° *Informatieopdrachten* :

a) Zorgen voor een betere zichtbaarheid en een betere verspreiding van informatie over de integratie van de genderdimensie binnen de instelling en onder de studentengemeenschap;

b) Deelnemen aan het opstellen van een inventaris en een diagnose over de integratie van de genderdimensie binnen de instelling;

c) Deelnemen aan de uitvoering van een transversale inventaris van de stand van de gendergelijkheid op het niveau van het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie;

2° *Bewustmakingsopdrachten* :

a) Bijdragen tot de integratie en de ontwikkeling van een genderbeleid binnen de instelling;

b) Bevorderen van gendergelijkheid binnen de interne organen in samenhang met de diensten die belast zijn met de kwaliteit van het bestaan, de gezondheid en de veiligheid op het werk en, in voorkomend geval, de diensten of actoren die belast zijn met gendergelijkheid en diversiteit binnen de instelling - personeelsdiensten;

c) De aanneming en uitvoering van een routekaart of actieplan per instelling voor het te voeren genderbeleid aanmoedigen;

3° *Netwerken*: De CPG's werken in partnerschap en in overleg met, in voorkomend geval, de personen die binnen de instellingen belast zijn met het genderbeleid en met de personen die gendergerelateerde opdrachten hebben. Daartoe voeren de CPG's de volgende taken uit:

a) De contactpersonen voor genderkwesties in de instellingen identificeren door informatie te verstrekken over hun departementen, afdelingen, studierichtingen, programma's, instituten en alle andere nuttig geachte informatie;

b) Zorgen voor de organisatie van netwerken van personen die in hun opdracht de genderkwesties moeten integreren, d.w.z. adviseurs, directie, coördinatie, studentenvertegenwoordiging, sociale diensten en alle andere nuttig geachte personen;

c) Zorgen voor de organisatie van netwerken met de vrijwilligerssector die zich bezighoudt met genderkwesties.

Art. 3. § 1. De CPG's van de verschillende instellingen werken in een netwerk. Zij delen de informatie waarover zij beschikken, wisselen hun goede praktijken en die waarvan zij op de hoogte zijn uit en ontwikkelen gemeenschappelijke projecten door hun middelen samen te brengen. Het netwerk van CPG's vormt de "Conferentie van contactpersonen gender".

§ 2. De "Conferentie van contactpersonen gender" komt ten minste eenmaal per jaar bijeen.

ARES ontvangt de Conferentie van contactpersonen gender onder haar leden.

De ARES-beheerder of zijn vertegenwoordiger zorgt voor het secretariaat en de publiciteit.

§ 3. Het voorzitterschap van de Conferentie van contactpersonen gender, dat door de leden waaruit ze bestaat op basis van een beurtrol wordt waargenomen, wordt om de twee jaar vernieuwd. De CPG's wijzen hun voorzitter aan bij consensus of, bij gebreke daarvan, volgens de nadere regels bepaald in hun huishoudelijk reglement.

De Conferentie van contactpersonen gender neemt binnen drie maanden na haar oprichting met meerderheid van stemmen van de aanwezige leden haar huishoudelijk reglement aan.

De Conferentie van contactpersonen gender stelt de bevoegde ministers in kennis van haar huishoudelijk reglement en van alle latere wijzigingen die zij wil aanbrengen.

§ 4. De CPG's dragen bij tot de werkzaamheden en tot de uitwisseling van praktijken en ervaringen in het kader van het werkprogramma van het Comité Vrouwen en Wetenschap en van de Commissie Gender in het Hoger Onderwijs (CoGES), bedoeld in artikel 40, eerste lid, 13°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. Daartoe is de Conferentie van contactpersonen gender vertegenwoordigd in het Comité Vrouwen en Wetenschap, overeenkomstig artikel 6, § 1, 6°, van het decreet van 10 maart 2016 tot instelling van het Comité Vrouwen en Wetenschap.

Art. 4. Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt jaarlijks een bedrag toegekend aan elke instelling voor hoger onderwijs en worden jaarlijks lestijden toegekend aan het onderwijs voor sociale promotie om de financiering van de CPG's te ondersteunen.

Voor de universiteiten en het F.R.S.-FNRS bedraagt het bedrag bedoeld in het eerste lid 25.000 euro in 2023, 20.000 euro in 2024, 15.000 euro in 2025 en 10.000 euro in 2026. Vanaf 2027 is het bedrag gelijk aan het bedrag per VTE berekend overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 14, derde en vierde lid, van het programmadecreet van 19 juli 2017 houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs en onderzoek, cultuur, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, jeugd, gedeeld door 10.

Voor hogescholen en hogere kunstschole is het bedrag bedoeld in het eerste lid gelijk aan het bedrag per voltijds equivalent (VTE) berekend overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 14, derde en vierde lid, van het programmadecreet van 19 juli 2017, gedeeld door 10.

Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt jaarlijks een envelop van 800 C-lestijden toegekend voor de aanstelling of aanwerving van een CPG binnen de administratie die belast is met het onderwijs voor sociale promotie.

Het bedrag wordt toegekend in de vorm van een financiering die aan de instelling voor hoger onderwijs wordt betaald wanneer deze instelling zelf de CPG betaalt. Het wordt toegewezen aan het basisartikel (BA) van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap dat de kosten van het betrokken personeelslid draagt wanneer de functie van CPG wordt uitgeoefend door een personeelslid van de instelling wiens wedde en aanverwante lasten rechtstreeks door het Ministerie van de Franse Gemeenschap aan het personeelslid worden betaald.

Art. 5. Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt aan de Conferentie van contactpersonen gender een bedrag van 50.000 euro toegekend om haar in staat te stellen te functioneren en gemeenschappelijke projecten uit te voeren. Vanaf het begrotingsjaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd op basis van de volgende formule: eindbedrag van het vorige begrotingsjaar x het indexcijfer voor consumentenprijzen van januari van het betrokken begrotingsjaar / indexcijfer voor consumentenprijzen van januari van het vorige begrotingsjaar.

De uitgaven die in aanmerking komen zijn de personeelskosten, de opleidingskosten, de algemene organisatorische en werkingskosten en de uitrustingskosten van de Conferentie van contactpersonen gender, alsmede kosten in verband met de uitvoering van gemeenschappelijke projecten.

Het bedrag verkregen met toepassing van het eerste lid wordt betaald naar rata van 80% uiterlijk op 15 februari van het betrokken begrotingsjaar. Het saldo van 20% wordt betaald na overlegging van alle bewijsstukken van de voor het betrokken begrotingsjaar gedane uitgaven. Bedragen die vóór het einde van het betrokken begrotingsjaar niet zijn verantwoord, worden door de begunstigde aan de Franse Gemeenschap terugbetaald.

Het bedrag verkregen met toepassing van het eerste lid wordt aan ARES betaald die namens de Conferentie van contactpersonen gender voor het administratieve en boekhoudkundige beheer in verband met deze financiering zorgt.

Art. 6. Vanaf het jaar 2025 voert de CoGES jaarlijks een kwalitatieve en participatieve evaluatie uit van de uitvoering van de Conferentie van contactpersonen gender en brengt zij de raad van bestuur van de ARES en de ministers bevoegd voor hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie op de hoogte van de uitgevoerde acties.

Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2016 tot instelling van het Comité Vrouwen en Wetenschap

Art. 7. In artikel 1 van het decreet van 10 maart 2016 tot instelling van het Comité Vrouwen en Wetenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° wordt vervangen als volgt :

”7° ”Contactpersoon gender”: de persoon bedoeld in artikel 1 van het decreet van 25 mei 2023 houdende diverse bepalingen inzake het hoger onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en de universitaire ziekenhuizen en aangesteld door een universiteit, het F.R.S.-FNRS, een hogeschool of een hogere kunstschool om er een genderbeleid te integreren en, voor alle instellingen voor sociale promotie, de persoon aangesteld door de administratie bevoegd voor het hoger onderwijs;” ;

2° een 7°/1 wordt ingevoegd, luidend als volgt

””Conferentie van contactpersonen gender”: het netwerk samengesteld uit alle contactpersonen gender bedoeld in 7°;”.

Art. 8. In artikel 6, § 1, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 11 juli 2018, wordt 6° vervangen als volgt:

”6° de Conferentie contactpersonen gender stelt een lid voor.”.

Art. 9. Artikel 9/2 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen

Art. 10. Artikel 4bis van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, zoals ingevoegd bij het decreet van 12 juni 2003 en gewijzigd bij het decreet van 21 september 2012, wordt vervangen als volgt :

”Artikel 4bis. – De commissarissen of afgevaardigden van de Regering bij de universiteiten zijn bovendien in het bijzonder belast met :

1° de controle op het aantal regelmatig ingeschreven studenten die in aanmerking komen voor de financiering bedoeld in de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;

2° de beroepen ingediend door de studenten op grond van de artikelen 95 en 102 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

3° de controle op de naleving van de procedure en de realiteit van de fraude overeenkomstig de artikelen 95/2 en 95/3 van het decreet van 7 november 2013;

4° het geven van een advies aan de universiteiten over de financiering van studenten overeenkomstig artikel 96, tweede lid, van het decreet van 7 november 2013;

5° de naleving van de bepalingen van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde decreet;

6° de controle op de uitvoering van de studentendeelname in de universiteiten en in het bijzonder :

a) de overeenstemming van het reglement en de verkiezingsprocedure met de bepalingen van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

b) de geldigheid van het verloop van het verkiezingsproces;

c) de naleving van de deelnamequorums bij verkiezingen;

7° de controle op het gebruik van de financiële middelen die overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 12 september 2012 aan de studentenraad zijn toegekend.

Bij de uitoefening van al hun opdrachten worden de commissarissen of afgevaardigden van de Regering bijgestaan door medewerkers. De Regering bepaalt het kader, de statuten, de wedden en de vergoedingen van dit personeel. Het personeel wordt aangeworven, benoemd, bevorderd of aangewezen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde bepalingen.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 11. In artikel 5, tweede lid, van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009, 25 juni 2015 en 9 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 4° worden de woorden "van de directeurs van de hogere kunstscholen;" vervangen door de woorden "van de kamer van de hogere kunstscholen van ARES;";

2° in 7° worden de woorden "de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap;" vervangen door de woorden "de kamer van de Universiteiten van ARES;";

3° in 8° worden de woorden "de algemene raad voor hogescholen;" vervangen door de woorden "de kamer van de hogescholen en van het onderwijs voor sociale promotie van ARES;".

Art. 12. Artikel 9bis van het decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 december 2017, wordt vervangen als volgt:

"Artikel 9bis - § 1. Binnen de perken van de begrotingsmiddelen toegekend met toepassing van artikel 22, ter aanvulling van het programma-luik van de evaluatie, beschreven in dat hoofdstuk IV, en met het oog op het ondersteunen van de instellingen voor hoger onderwijs bij de ontwikkeling van hun kwaliteitssystemen, vertrouwt de Regering aan het Agentschap het volgende toe :

1° de opvatting en de verwezenlijking van een proefproject voor de externe evaluatie van het institutionele luik;

2° de mededeling aan de Regering van een verslag over de evaluatie van dat proefproject bedoeld in 1°, uiterlijk zes maanden na het einde van dat project.

Het proefproject, zoals bedoeld in het eerste lid, 1°, verloopt gedurende de academiejaren 2019-20 tot 2022-23. Het heeft tot doel de methodologie en de programmatie van de evaluaties, zowel voor het programma-luik als voor het institutionele luik, volgens een nieuwe periode van 6 jaar, te bepalen.

De eerste evaluatiecyclus van het institutionele luik begint in 2023-2024. Tot en met het academiejaar 2025-2026 zijn de methodologie en het referentiesysteem die van toepassing zijn deze die voor de proeffase vastgesteld zijn.

De geëvalueerde instelling kan echter de voorkeur geven aan een nieuwe methode en een nieuw referentiesysteem die door de regering, op voorstel van het Agentschap, vóór het academiejaar 2025-2026 zouden worden vastgesteld. De nieuwe methodologie en het nieuwe referentiesysteem zijn in overeenstemming met de Europese normen. Zij leven de ESG na.

§ 2. De instelling kan het Agentschap verzoeken om vrijstelling van de evaluatie van haar programma's door het Agentschap, mits zij aantoonde dat haar kwaliteitssysteem doeltreffend is overeenkomstig :

1° de procedures vastgesteld voor de proeffase tot de inwerkingtreding van een nieuw decreet naar aanleiding van het evaluatieverslag bedoeld in § 1;

2° de methodologie en het referentiesysteem vastgesteld voor de proeffase, tot en met het academiejaar 2025-2026.

De geëvalueerde instelling kan echter de voorkeur geven aan een nieuwe methodologie en een nieuw referentiesysteem, die vóór deze termijn door de regering, op voorstel van het Agentschap, zouden worden aangenomen. De nieuwe methodologie en het nieuwe referentiesysteem moeten voldoen aan de Europese normen. Zij leven de ESG na.

De vrijstelling, zoals bedoeld in het eerste lid, geldt voor ten minste 6 jaar.

De instelling die de vrijstelling bedoeld in het eerste lid heeft verkregen, behoudt de mogelijkheid te verzoeken om opnemings van de door haar vastgestelde cursussen in de planning van de externe evaluatie van het Agentschap.

§ 3. Elke vraag met betrekking tot de beoordelingen van het institutionele luik die niet specifiek wordt geregeld door dit decreet of door beginselen of regels die door de bevoegde organen van het AEQES (Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs) zijn vastgesteld, wordt opgelost volgens de regels en procedures die van toepassing zijn tijdens de proeffase."

Art. 13. In artikel 10 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 2015 en aangevuld bij het decreet van 20 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

a) het woord "tienjarenplan" wordt vervangen door het woord "zesjarenplan";

b) de woorden "10 jaar" worden vervangen door de woorden "6 jaar";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Het evaluatieplan van zes jaar voor de periode 2023-2029 wordt door het Agentschap opgesteld met betrekking tot de cursussen die hem aangaan."

3° het derde lid wordt vervangen als volgt : "De volledige evaluatie van de cursussen wordt aangevuld met opvolgingsevaluaties. Die opvolgingsevaluatie moet een analytische balans opmaken van de verbeteringsacties die werden ondernomen na een volledige evaluatie en de ontwikkeling van sturingsinstrumenten verstevigen voor een voortdurende verbetering van de betrokken cursussen."

4° in het vierde lid wordt het woord "tienjarenplan" vervangen door de woorden "zesjarenplan van de evaluaties";

5° in het vijfde lid wordt het woord "tienjarenplan" vervangen door het woord "zesjarenplan";

6° in het zesde lid wordt het woord "tienjarenplan" vervangen door het woord "zesjarenplan";

7° in het achtste lid worden:

a) de woorden "voor het jaar n+10" worden vervangen door de woorden "voor het jaar n+6";

b) de woorden "tot het jaar n+9" worden vervangen door de woorden "tot jaar n+5".

Art. 14. In artikel 11 van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 25 juni 2015 en aangevuld bij het decreet van 20 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "volledige" ingevoegd tussen het woord "De" en het woord "evaluatie";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 12, tweede lid, 3°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 2015, worden de woorden "interne evaluatie" vervangen door het woord "zelfevaluatie".

Art. 16. In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In 1° worden de woorden "intern evaluatieverslag" vervangen door de woorden "zelfevaluatiedossier of voortgangsdossier";

2° in 4°:

a) worden de woorden "van een tijdschema en van een plan voor het opvolgen van de aanbevelingen vermeld in het eindsyntheseverslag" worden vervangen door de woorden "van een actieplan waarin rekening wordt gehouden met de aanbevelingen in het externe evaluatieverslag";

b) wordt het woord in de Franse tekst "leur" vervangen door het woord "sa".

Art. 17. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "De interne evaluatie" worden vervangen door de woorden "De zelfevaluatie";

2° in 3° wordt het woord in de Franse tekst "auto-évaluation" vervangen door het woord "autoévaluation".

Art. 18. In artikel 15 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "interne evaluatie" vervangen door het woord "zelfevaluatie";

2° in het vierde lid worden de woorden "intern evaluatieverslag" vervangen door de woorden "zelfevaluatiedossier of voortgangsdossier";

3° het vijfde lid wordt vervangen als volgt : "De zelfevaluatiedossier of voortgangsdossier vermeldt in zijn inleiding de samenstelling van de zelfevaluatiecommissie, de procedure voor de zelfevaluatie, alsook de identiteit van de opstellers van het dossier.

Art. 19. In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° wordt het woord "zelfevaluatieverslag" vervangen door de woorden "zelfevaluatiedossier of voortgangsdossier";

2° in 3° worden de woorden "voorafgaand verslag" vervangen door de woorden "voorafgaand externe evaluatieverslag";

3° in 4° wordt het woord "eindsyntheseverslag" vervangen door de woorden "externe evaluatieverslag".

Art. 20. In artikel 18 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, wordt het woord "tienjarenplan" vervangen door het woord "zesjarenplan";

2° in het eerste lid, 5°, d), wordt het woord "eindsyntheseverslag" vervangen door de woorden "extern evaluatieverslag";

3° in het tweede lid wordt het woord "eindsyntheseverslag" vervangen door de woorden "extern evaluatieverslag".

Art. 21. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 19. – Binnen de zes maanden volgend op de bekendmaking op de website van het Agentschap van de externe evaluatieverslagen voor elke instelling voor een bepaalde cursus, zendt elke bedoelde instelling het Agentschap een actieplan dat rekening houdt met de aanbevelingen vermeld in het externe evaluatieverslag. De Regering bepaalt de nadere regels voor de bekendmaking van dat actieplan en van de vorderingsstaat ervan."

Art. 22. In artikel 20 van hetzelfde decreet wordt het woord "eindsyntheseverslagen" vervangen door de woorden "externe evaluatieverslagen".

Art. 23. De artikelen 24 tot en met 26 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — Bepalingen betreffende de universitaire ziekenhuizen

Art. 24. Artikel 14 van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparaten van de medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Regering kan aanvullende verplichtingen en sancties vaststellen, met name ten aanzien van de wijziging van de bestemming van roerende of onroerende goederen, met inbegrip van elke vervreemding, vestiging van een zakelijk recht of een genotsrecht of enig pandrecht."

Art. 25. In artikel 8, § 1, van het decreet van 25 april 2019 betreffende de verzekeringsinstellingen van de Franse Gemeenschap worden de woorden "na het advies van de Gemeenschapsraad van de verzorgingsinstellingen te hebben ingewonnen" opgeheven.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen betreffende het E-Paysage platform*

Afdeling 1. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies

Art. 26. In artikel 97, § 3, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 november 2022, worden de woorden “op het E-paysage platform” opgeheven.

Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 november 2022 tot oprichting van het geautomatiseerd en gecentraliseerd e-paysage platform voor gegevensuitwisseling en tot wijziging van diverse decreten die van toepassing zijn op het hoger onderwijs

Art. 27. Artikel 23 van het decreet van 17 november 2022 tot oprichting van het geautomatiseerd en gecentraliseerd e-paysage platform voor gegevensuitwisseling en tot wijziging van diverse decreten die van toepassing zijn op het hoger onderwijs wordt vervangen als volgt :

“Artikel 23. - Bij wijze van overgangsmaatregel wordt gedurende de academiejaren 2022-2023 en 2023-2024 artikel 5 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in bepaalde cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs vervangen door hetgeen volgt :

“Artikel 5. - § 1. In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, dienen de studenten die niet worden beschouwd als ingezetenen studenten in de zin van artikel 1, hun aanvraag tot inschrijving voor één van de cursussen bedoeld in artikel 3 langs elektronische weg in volgens de nadere regels bepaald door elk van de universiteiten, vanaf de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar tot en met de vierde donderdag van augustus. De universiteiten geven voorrang aan de inschrijving van studenten die het bewijs leveren dat zij aan alle voorwaarden voor toelating tot deze cursussen voldoen, in de volgorde waarin zij dit bewijs leveren. Op straffe van verval zijn de studenten verplicht hun inschrijving te bevestigen volgens de nadere regels die door de academische autoriteiten zijn vastgesteld en die hun bij de indiening van hun aanvraag zijn meegedeeld.

§ 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt een student die aantoonde dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, gelijkgesteld met een student die aantoonde dat hij uiterlijk op 15 juli voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkstelling van een eindexamen van het secundair onderwijs heeft ingediend, alsmede het bewijs dat hij de rechten voor de behandeling van deze aanvraag heeft betaald, mits bij zijn inschrijvingsaanvraag een afschrift wordt gevoegd van het diploma waarvoor hij om gelijkstelling verzoekt. De universiteiten kunnen echter weigeren de student in te schrijven indien het voorgelegde diploma duidelijk niet gelijkwaardig is aan een diploma van hoger secundair onderwijs.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt voor niet-ingezetenen studenten die uiterlijk op de vierde donderdag van augustus voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot inschrijving indienen voor één van de cursussen bedoeld in artikel 3, met uitzondering van 4^o en 5^o, indien het aantal van deze studenten het aantal niet-ingezetenen studenten bedoeld in artikel 4, tweede lid, overschrijdt, de rangorde onder deze studenten bepaald door een loting die onverwijld elektronisch wordt verricht door een door ARES aangewezen deurwaarder, die het resultaat aan elke universiteit meedeelt. Deze loting wordt verricht met behulp van een techniek die de eerlijkheid van de selectie, de afwezigheid van vooringenomenheid bij de gebruikte selectiemethode en de openbaarheid van het gebruikte selectiealgoritme waarborgt.

Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een persoonlijk en niet-overdraagbaar registratienummer.

§ 4. Elke niet-ingezeten student kan tussen de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar en de vierde donderdag van augustus slechts één aanvraag tot inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld in de artikelen 3 en 7, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 3, 4^o en 5^o. De student die deze bepaling overtreedt, wordt uitgesloten van de instelling voor hoger onderwijs waartoe hij is toegelaten in één van de cursussen bedoeld in artikel 3 of 7.

In geval van weigering van inschrijving op grond van § 2 van dit artikel of van artikel 4 zijn de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 van toepassing”.

Art. 28. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 24. - Bij wijze van overgangsmaatregel wordt artikel 9 van hetzelfde decreet tijdens de academiejaren 2022-2023 en 2023-2024 vervangen als volgt :

“ Artikel 9 § 1. In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013, dienen de studenten die niet beschouwd worden als ingezetenen studenten in de zin van artikel 1, hun aanvraag tot inschrijving voor een van de cursussen bedoeld in artikel 7 langs elektronische weg in volgens de nadere regels bepaald door elke hogeschool en dit, vanaf de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar tot en met de vierde donderdag van augustus. De hogescholen geven voorrang aan de inschrijving van studenten die het bewijs leveren dat zij aan alle voorwaarden voor toelating tot deze cursussen voldoen, in de volgorde waarin zij dit bewijs indienen. Op straffe van verval moet de student zijn inschrijving bevestigen volgens de nadere regels bepaald door de autoriteiten van de betrokken hogescholen en die hun bij de indiening van zijn aanvraag zijn meegedeeld.

§ 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt een student die aantoonde dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, gelijkgesteld met een student die aantoonde dat hij uiterlijk op 15 juli voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkstelling van een eindexamen van het secundair onderwijs heeft ingediend, alsmede het bewijs dat hij de rechten voor de behandeling van deze aanvraag heeft betaald, op voorwaarde dat een afschrift van het diploma waarvoor hij om gelijkstelling verzoekt, bij zijn inschrijvingsaanvraag wordt gevoegd. De hogescholen kunnen echter weigeren de student in te schrijven als het voorgelegde diploma duidelijk niet gelijkwaardig is aan een diploma van hoger secundair onderwijs.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt voor niet-ingezeten studenten die hun aanvraag tot inschrijving voor één van de cursussen bedoeld in artikel 7 uiterlijk op de vierde donderdag van augustus voorafgaand aan het academiejaar indienen, indien het aantal van deze studenten het aantal niet-ingezeten studenten bedoeld in artikel 8, tweede lid, overschrijdt, de rangorde onder deze studenten bepaald door een loting die onverwijld elektronisch wordt verricht door een door ARES aangewezen deurwaarder, die het resultaat aan elke hogeschool meedeelt. Deze loting wordt verricht met behulp van een techniek die de eerlijkheid van de selectie, de afwezigheid van vooringenomenheid bij de gebruikte selectiemethode en de openbaarheid van het gebruikte selectiealgoritme waarborgt. Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een persoonlijk en niet-overdraagbaar registratienummer.

§ 4. Elke niet-ingezeten student kan tussen de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar en de vierde donderdag van augustus slechts één aanvraag tot inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld in de artikelen 3 en 7, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 3, 4° en 5°. Een student die deze bepaling overtreedt, wordt uitgesloten van de instelling voor hoger onderwijs waartoe hij is toegelaten in een van de cursussen bedoeld in de artikelen 3 of 7.

In geval van weigering van inschrijving krachtens § 2 van dit artikel of artikel 8 zijn de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 van toepassing.”.

Art. 29. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

”Artikel 27. - Dit decreet treedt in werking op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 5 en 6 die in werking treden vanaf het academiejaar 2024-2025 en artikel 14 dat in werking treedt vanaf het academiejaar 2023-2024.

HOOFDSTUK 6. — *Inwerkingtreding*

Art. 30. De hoofdstukken 1 en 3 treden in werking met ingang van het academiejaar 2023-2024, met uitzondering van artikel 12, dat uitwerking heeft met ingang van het academiejaar 2022-2023.

Artikel 24 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Hoofdstuk 5 heeft uitwerking met ingang van 30 januari 2023, met uitzondering van artikel 26, dat in werking treedt met ingang van het academiejaar 2023-2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,
F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 535-1. — Commissieamendement(en), nr. 535-2. — Commissieverslag, nr. 535-3. — Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 535-4. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 535-5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 24 mei 2023.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/30989]

3 AVRIL 2023. — Arrêté ministériel fixant les plafonds de revenus des emprunteurs des sociétés de crédit social pour bénéficier de la garantie régionale pour l'année 2023

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, modifiée par l'ordonnance du 26 juillet 2013, articles 129 à 132 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 relatif aux sociétés de crédit social, l'article 4 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/30989]

3 APRIL 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de inkomensgrenzen van de ontleners van de sociale kredietinstellingen om van de gewestelijke waarborg te genieten voor het jaar 2023

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor territoriale ontwikkeling,

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, gewijzigd door de ordonnantie van 26 juli 2013, artikelen 129 tot 132;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 betreffende de sociale kredietinstellingen, artikel 4;